



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le 04/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GEP Val d'Europe Logistics**

24 Rue de Prony  
75017 Paris

Références : E/24-1154  
Code AIOT : 0006520722

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement GEP Val d'Europe Logistics implanté ZAC du Prieuré, Parc d'entreprises Paris Val d'Europe, 6 Avenue Johannes GUTENBERG, 77700 Bailly-Romainvilliers. L'inspection a été annoncée le 16/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GEP Val d'Europe Logistics
- ZAC du Prieuré, Parc d'entreprises Paris Val d'Europe, 6 Avenue Johannes GUTENBERG, 77700 Bailly-Romainvilliers
- Code AIOT : 0006520722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GOODMAN est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 18 DCSE IC 010 en date du 23 février 2018 et par arrêté préfectoral complémentaire n° 2019/DRIEE/UD77/059 du 10 juillet 2019, un entrepôt logistique, composé de 5 cellules.

Deux locataires occupent les lieux :

- la société SUNCLEAR (3 cellules)
- la société DISTRITEC (2 cellules)

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Exercices de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Indisponibilité temporaire – Maintenance	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 8.1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Chaufferie gaz	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 8.1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.2.4.2	Sans objet
5	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.3	Sans objet
6	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit améliorer le suivi des installations notamment en réalisant les études prévues dans son arrêté préfectoral (nuisances sonores, foudre, plan de défense incendie,...).

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Isolement des milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte des effluents liquides
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont dirigées gravitairement vers le bassin de confinement. Le site est équipé d'une pompe de relevage qui se ferme automatiquement en cas de déclenchement du système de sprinklage. Deux pompes de secours supplémentaires sont également présentes sur le site afin de pomper si besoin les eaux du bassin et prévenir tout débordement.  Un entretien préventif est réalisé régulièrement par la société HADES. La pompe de relevage étant automatique, une consigne sera ajoutée dans le plan de défense incendie pour s'assurer de l'arrêt effectif de cette dernière en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 71.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Le site est efficacement clôturé. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes sur le site. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de l'installation par gardiennage ou télésurveillance est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Le responsable du site prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.
<b>Constats :</b> Le site est clôturé sur la totalité de sa périphérie et placé sous télésurveillance. Il dispose d'une entrée/sortie avec interphone pour les véhicules légers, ainsi qu'une entrée et une sortie distinctes pour les poids-lourds.  Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure d'intervention signée avec la société AAI. Cette dernière reçoit les alarmes techniques (local sprinklage) et les alarmes incendie, et se déplace sur site uniquement en cas de déclenchement de l'installation sprinkleur, d'urgence ou de sinistre. Une intervention est prévue sous 4 heures maximum.  La procédure d'intervention ne répond pas à la prescription. En effet, le document ne précise pas qui alerte les pompiers (éventuellement l'équipe d'intervention), assure leur accueil sur place et leur permet d'accéder à tous les lieux, notamment en dehors des heures ouvrées (la nuit entre 18h30 et 6h, les week-ends et jours fériés). Elle ne définit pas une personne compétente en matière de sécurité susceptible d'être alertée en cas d'incendie. Il conviendrait de rédiger une

consigne explicitant clairement les rôles de chacun, et de l'intégrer dans le plan de défense incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit rédiger une consigne précisant les rôles de chacun (société AAI, exploitant, locataires, ...) en cas d'incendie sur le site, notamment en dehors des heures ouvrées. Cette consigne pourra avantageusement être jointe au plan de défense incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Exercices de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Définition générale des moyens – Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan de défense incendie conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Dans le trimestre qui suit la mise en service, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, renouvelé au moins tous les trois ans. Le plan de défense incendie doit être communiqué au service d'inspection des installations classées et au SDIS et est tenu à jour. L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de défense incendie, ni réalisé de plan de défense incendie.  Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une proposition de la société Airelles Environnement du 22/05/2024, dûment signée, relative à la réalisation du plan de défense incendie, la sensibilisation des locataires au PDI et la réalisation d'un exercice de lutte contre l'incendie, sous 3 mois.  Par contre, le locataire SUNCLEAR a réalisé un exercice d'évacuation en octobre 2023. Le locataire DISTRITEC doit confirmer la réalisation d'un tel exercice en 2022. Il est rappelé que selon l'article R4227-39 du Code de Travail, les exercices d'évacuation d'incendie doivent être réalisés au moins tous les 6 mois et faire l'objet d'un compte-rendu.  Enfin, l'inspection a constaté que toutes les issues de secours ne sont pas indiquées sur les plans d'évacuation des locaux chez SUNCLEAR. Une mise à jour est prévue sous un mois par la société DESAUTEL.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre : - le plan de défense incendie à l'inspection des installations classées et au service d'incendie et de secours, - le compte-rendu de l'exercice de lutte contre l'incendie et de mise en œuvre du PDI, - une copie de la facture de la société DESAUTEL concernant la mise à jour des plans d'évacuation des locaux chez SUNCLEAR.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons équipotentiels, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les rapports des contrôles suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- portes coupe-feu (29 et 30/04/2023)</li><li>- sprinkler (annuel le 08/02/2024 et triennal le 12/03/2024) : deux non conformités ont été relevées concernant deux bennes de déchets situées en bordure des portes de quai. Le locataire SUNCLEAR a déplacé la benne de déchets. Par contre, le locataire DISTRITEC doit soit déplacer sa benne à déchets soit mettre en place un dispositif de lutte contre l'incendie.</li><li>- désenfumage (26/09/2023)</li><li>- détection incendie (contrôle prévu le 31/05/2024)</li><li>- extincteurs : chaque locataire fait réaliser les contrôles, notamment le 15/05/24 pour DISTRITEC, le 08/09/23 pour SUNCLEAR</li><li>- débits individuels des 7 poteaux incendie (28/11/2023)</li><li>- RIA (27/11/2023)</li><li>- contrôle/entretien du séparateur d'hydrocarbures (30/11/2023)</li><li>- électricité (26 au 28/07/2023)</li><li>- efficacité énergétique Chaufferie (20/11/2023). Il est rappelé que de nouvelles dispositions (art 3.9 de l'AM 03/08/2018) sont obligatoires à partir du 01/01/2025 et que des travaux devront être réalisés à cet effet.</li></ul> Selon l'exploitant, les locataires renseignent le registre des contrôles réglementaires mais ce dernier n'a pas été contrôlé lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit justifier que le locataire DISTRITEC a soit déplacé sa benne à déchets soit mis en place un dispositif de lutte contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules de stockage, les locaux techniques et les bureaux. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le

compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur.

Le dispositif de détection automatique d'incendie pourra être assuré par le système d'extinction automatique (sprinklage). Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.

Des déclenchements manuels (boîtiers, bris de glace) doivent être répartis dans chaque entrepôt, notamment à proximité des issues et des escaliers.

**Constats :**

La détection automatique d'incendie est assurée par le système d'extinction automatique (sprinklage). Une maintenance régulière est assurée par une société spécialisée.

Des déclenchements manuels (boîtiers, bris de glace) sont répartis dans chaque cellule de l'entrepôt, notamment à proximité des issues et des escaliers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Ressources en eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un moyen permettant de prévenir les services d'incendie et de secours.
- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt conformément aux règles de l'APSAD et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel. Les agents d'extinction des RIA, notamment ceux placés dans la cellule des produits inflammables, sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- un système d'extinction automatique, de type ESFR conforme à la norme NFPA approprié à la nature des stockages, conçu et installé conformément aux normes en vigueur, alimenté par un réservoir de stockage d'eau de 500 m<sup>3</sup> ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau, sous réserve que l'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de l'absence de pollution des eaux ou le traitement de ces épandages après dilution.
- une défense extérieure contre l'incendie assurant en toutes circonstances un débit minimal de 360 m<sup>3</sup>/h en simultané pendant deux heures, réparti sur 6 hydrants alimentés par le réseau communal d'adduction d'eau et implantés judicieusement autour du bâtiment. Chaque hydrant devant présenter un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars.

(...)Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée et qu'en cas de dysfonctionnement sur un tronçon, les autres hydrants puissent être utilisés.(...)

**Constats :**

Le site dispose des ressources en eau incendie requises, à savoir :

- 7 bornes incendie délivrant un débit individuel minimal de 60 m<sup>3</sup>/h, et un débit simultané minimal de 360 m<sup>3</sup>/h pendant 2 h. L'exploitant a transmis les justificatifs des mesures de débit (individuels et simultanés).
- une cuve de sprinklage de 590 m<sup>3</sup>.

Des extincteurs et des RIA sont présents dans les cellules.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule.

Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- la localisation des interrupteurs centraux de coupure d'alimentation électrique générale des cellules ;
- la description de fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan est mis à jour et testé à des intervalles n'excédant pas trois ans. Un premier exercice est organisé dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation.

Le personnel est instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné au maniement des moyens d'intervention et des vannes d'obturation.

Les justificatifs de formation/exercice sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas établi de plan de défense incendie. De fait, l'exploitant n'a pas formé le personnel à sa mise en œuvre et aucun exercice n'a été réalisé.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une proposition de la société Airlles Environnement du 22/05/2024, dûment signée, relative à la réalisation du plan de défense incendie, la sensibilisation des locataires au PDI et la réalisation d'un exercice de lutte contre l'incendie, sous 3 mois.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre : - le plan de défense incendie à l'inspection des installations classées et au service d'incendie et de secours, - le compte-rendu de l'exercice de mise en œuvre du PDI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Indisponibilité temporaire – Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.2.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. Pour les installations comportant un plan de défense incendie défini à l'article 7.2.4.5, l'exploitant y inclut les mesures précisées ci-dessus. L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas prévu de mesures particulières (organisationnelles et en matériel) en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Toutefois, les deux locataires ont mis en place des astreintes lors de la fermeture de l'entrepôt (la nuit entre 18h30 et 6h, ainsi que les week-end et jours fériés). Le site est placé sous la surveillance de la société AAI qui intervient en cas de déclenchement d'une alarme incendie. En outre, les contrôles réglementaires sont réalisés (voir point de contrôle n° 4). Le registre des contrôles n'a pas été consulté lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit préciser les mesures (organisationnelles et en matériels) qu'il compte mettre en œuvre sur le site en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie, et intégrer ces mesures dans le plan de défense incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi et maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Les dispositifs de protection contre la foudre sont vérifiés conformément à la réglementation en vigueur. Il est remédié par l'exploitant à toutes déficiences dans les plus brefs délais.

**Constats :**

L'exploitant a transmis une Analyse du Risque Foudre, en date du 08/06/23. Par contre, il n'a pas fait réaliser l'étude technique requise. Il ne dispose ni d'une notice de vérification et maintenance, ni d'un carnet de bord.

L'exploitant ne fait pas contrôler (vérification visuelle annuelle et complète tous les 2 ans) ses installations de protection contre la foudre depuis la mise en service de l'entrepôt.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une demande de devis pour une vérification initiale de ses installations de protection contre la foudre. Le locataire SUNCLEAR a également ajouté la vérification des compteurs de coups de foudre de l'ensemble du site à son point sécurité mensuel.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- transmettre l'étude technique, ainsi que la notice de vérification et de maintenance associée,
- justifier la mise en place d'un carnet de bord pour le suivi des installations,
- justifier de la programmation d'une visite de contrôle complète des installations de protection contre la foudre,
- transmettre le rapport de contrôle des installations, dès réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : État des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 8.1.1.1

**Thème(s) :** Autre, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. Cet état des stocks doit permettre de vérifier à tout instant le respect des seuils de classement des installations, la nature et la quantité des produits entreposés. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses ou, a minima, des fiches d'informations techniques pour les produits cosmétiques, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Si cet état des stocks n'est consultable qu'au travers de l'outil de gestion informatique, alors ce dernier doit être en mesure de fonctionner et de sortir une édition papier de cet état à tout moment, même en cas de pertes d'utilités (coupure de l'alimentation électrique du site, des moyens de télécommunication....).

**Constats :**

Chaque locataire assure le suivi de ses stocks :

- concernant DISTRITEC, l'état des stocks précise bien les quantités de produits et leurs rubriques ICPE associées. En cas de perte des utilités du site lors d'un incendie, l'exploitant peut éditer un état de ses stocks. Toutefois, il ne dispose pas d'un plan général précisant les lieux de stockage des produits par cellule, utile pour l'intervention des pompiers.

L'exploitant n'a pas présenté la fiche de données et de sécurité du produit GREENWASH Lessive.

- concernant SUNCLEAR, l'état des stocks a été amélioré depuis l'inspection. Il indique la localisation des produits stockés (numéro de cellule), la quantité ou le volume, la rubrique ICPE concernée. Toutefois, la nature des dangers n'est pas précisée.

Cet état des stocks ne permet pas de vérifier à tout instant le respect des seuils de classement des

installations car les données ne sont pas synthétisées. En outre, le locataire ne dispose pas d'un plan général précisant les lieux de stockage des produits par cellule et par nature. Enfin, en cas d'incendie, l'exploitant n'a pas la possibilité d'effectuer une extraction papier de cet état des stocks pour les pompiers. Depuis l'inspection, l'exploitant a mis en place une banette à l'accueil du bâtiment, afin de mettre à disposition des pompiers les informations nécessaires en cas d'incendie (état des stocks avec la rubrique ICPE associée, plan format A0, arrêté préfectoral, listing du personnel, PDI dès réception).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre :

- la fiche de données et de sécurité du produit GREENWASH Lessive, stocké par locataire DISTRITEC,
- l'état des stocks consolidé du locataire SUNCLEAR, indiquant notamment la localisation des produits stockés, la nature des dangers, la quantité ou le volume, la rubrique ICPE concernée, et permettant de vérifier à tout instant le respect des seuils de classement des installations au regard des rubriques concernées,
- un plan général précisant les lieux de stockage des produits par cellule et par nature pour les deux locataires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Chaufferie gaz**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 8.1.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositifs de sécurité

**Prescription contrôlée :**

(...) Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

**Constats :**

Le dispositif de coupure de l'arrivée du gaz, placé à l'extérieur des bâtiments, ne comporte ni l'indication du sens de la manœuvre ni le repérage des positions ouverte et fermée.

La position ouverte ou fermée des vannes automatiques n'est pas clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Enfin, les déchets divers (pots de peinture, carrelages, ...), entreposés dans le local chaufferie, ont été évacués suite à l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> <li>- indiquer le sens de la manœuvre et repérer les positions ouverte et fermée, du dispositif de coupure de l'arrivée du gaz, placé à l'extérieur du local chaufferie,</li> <li>- identifier clairement la position ouverte ou fermée des vannes automatiques.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 12 : Nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser, à ses frais, une mesure de la situation acoustique dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode dite d'expertise définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les résultats des mesures sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fait réaliser une mesure de la situation acoustique (niveau sonore et émergence) par un organisme qualifié. Depuis l'inspection, l'exploitant a transmis un devis de la société SOCOTEC concernant la réalisation des mesures sonores, dûment signé en date du 30/05/2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre le rapport de contrôle de la situation acoustique (niveau sonore et émergence) du site dès réception, accompagné le cas échéant de propositions de mise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois